

GAZA : LE POIDS DES MOTS

La guerre à Gaza, et plus largement en Palestine occupée, fait naître (ou renaître) des notions que les experts relient au concept de génocide : *sociocide, urbicide, scolasticide, culturicide, sporticide, écocide*... Bien documentés et constitutifs du *Gazacide*, ces mots nous font prendre conscience de ce qui meurtrit notre humanité.

Depuis sa création, le régime israélien nie la Palestine dans toutes ses dimensions, ce qui explique la diversité et la dureté des termes utilisés par un nombre croissant de chercheurs et de juristes pour qualifier ce conflit.

S

« CIDES » EN SÉRIE

Identifier ces stratégies permet de s'y opposer, comme nous y invitent les chrétiens palestiniens – « *Dites la vérité ! Nommez les choses par leur nom !* » – et les enseignements de Foucault (le « *courage de la vérité* » est une tâche commune au travail philosophique et politique, même si le « *dire vrai* » doit conduire au scandale), de Jaurès (« *Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire* ») et bien sûr de l'Évangile (« *La vérité vous rendra libres* »).

Génocide (destruction d'un groupe humain)

« *Le processus génocidaire est ce que le genre humain a inventé de plus cruel et de plus pervers : le mal y est érigé en bien, absolutisé et justifié pour la sauvegarde de la race ou la pureté de la nation* », écrit Mounir Chamoun, psychanalyste et universitaire libanais¹. Le mot génocide fait polémique dans le contexte de Gaza. Quand en avril 2024, la sénatrice progressiste américaine Elizabeth Warren, suivie par d'autres politiciens de renom, a parlé de « *génocide* », ce fut un coup de tonnerre chez l'allié le plus fidèle d'Israël. Dans *Le Monde diplomatique* de juillet, Alain Gresh écrit : « *Depuis la fin de l'année 2023, nous assistons à ce qui pourrait être le premier génocide reconnu du XXI^e siècle : la destruction des Palestiniens de Gaza* ».

La convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, adoptée par l'ONU en 1948, le définit comme « *tout acte commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux* ». Le problème est que l'intentionnalité est difficile à établir : aucun État n'avoue publiquement qu'il commet ou va commettre un génocide ! Cependant, dans son arrêt du 26 janvier 2024, la Cour internationale de justice, principal organe juridique de l'ONU, reconnaît un « *risque sérieux de génocide* » à Gaza et exige qu'Israël fasse tout pour l'éviter (en vain jusqu'à présent). En plus de l'ampleur et de la nature des crimes, la Cour cite comme signes précurseurs les nombreuses déclarations de hauts responsables civils et militaires israéliens annonçant des intentions de cette nature, appuyées sur un discours de déshumanisation des Palestiniens – sans démenti du pouvoir en place qui, au contraire, les encourage en armant les colons. D'autres États, dont beaucoup en Occident, participent activement ou passivement à ce génocide, et encouragent l'accusation de complicité – les États-Unis en particulier, qui fournissent massivement Israël en armes et en financement, et bloquent l'aide humanitaire à Gaza, créant les conditions de la malnutrition et même de la famine.

¹ « Génocide et ethnocide : exterminer pour survivre », revue freudienne *Topique* 2001/1 n°102, p. 41-49.

Sociocide (destruction de la société)

Le *sociocide* n'est pas, comme le génocide, un concept du droit international. Cependant, tous les principes sur lesquels repose une société – la sécurité, la durabilité (capacité de produire les biens et services nécessaires à son organisation et à sa survie), la culture et l'identité – sont niés aux Palestiniens. La question a été abordée par le Tribunal Russell pour la Palestine en 2012. Ilan Pappé, historien israélien réfugié en Angleterre, a rappelé que l'idéologie sioniste a très vite intégré l'idée de colonisation de la Palestine qui contenait, dès le départ, les violations des droits humains et notamment politiques des Palestiniens.

Le mot génocide, adopté en 1945, incluait dans sa définition initiale le sociocide, mais il fut finalement codifié pour ne concerner que le « génocide physique » associé à une guerre. Cependant, cette inclusion initiale dans le génocide permettait à la notion de sociocide de figurer de fait parmi les crimes contre l'humanité.

Le sociocide des Palestiniens comporte deux aspects : le premier, brutal, avec la *Nakba* de 1948 et la destruction physique des villages palestiniens ; le deuxième, plus lent et continu, qui consiste à faire disparaître la mémoire et le souvenir de la société palestinienne. Ainsi, pour défaire un tissu social qui était très dense, la destruction des tribunaux et des centres d'archives va compliquer la tenue des procès habituels et le règlement des successions (une question aiguë au vu du nombre de morts et de familles rayées de l'état civil). L'objectif est bien d'empêcher, y compris par la violence, toute tentative d'établir à Gaza une société civile et politique viable.

Urbicide (destruction des villes)

Apparue dans les années 1960 dans la littérature d'anticipation puis chez les défenseurs du patrimoine face aux promoteurs immobiliers, l'*urbicide* signifie aujourd'hui la destruction délibérée et généralisée de l'environnement urbain (et pas seulement des cibles stratégiques). Employé lors des guerres en ex-Yougoslavie (Mostar, Sarajevo) et en Syrie (Alep), le mot s'applique aussi aux destructions urbaines dans les parties de l'Ukraine contrôlées par les Russes.

Dans la bande de Gaza, l'urbicide renvoie aux dommages irrémediables infligés aux villes par les bombardements israéliens. Fin mai 2024, selon l'ONU, 55 % des constructions de l'enclave avaient été lourdement touchées – bien plus aujourd'hui après les raids de l'été, qui ont ravagé les villes de Gaza, Rafah et Khan-Yunès. Si la quasi-totalité des bâtiments détruits sont des logements, ont été rayés de la carte des structures de santé et d'éducation, des bâtiments commerciaux et industriels, des infrastructures de distribution d'eau, d'électricité, de traitement des déchets, des routes et des ponts, des lieux de culture et de culte. Pour l'ONU et de nombreux observateurs, le niveau de dévastation est tel que même un retour durable à la paix ne garantira pas une vie décente aux Gazaouis. « *L'ampleur inégalée des dommages confirme que le dessein israélien est de rendre la bande de Gaza inhabitable et de provoquer, au moment voulu, un nouvel exode des Palestiniens, ce qui est, depuis le 7 octobre, l'objectif central de l'opération militaire contre l'enclave.* »²

Délibéré, l'urbicide viole les lois de la guerre. Depuis des décennies, le martyre de la ville est un moyen d'empêcher les gens que l'on considère comme des ennemis de revenir : Dresde (Allemagne), Hiroshima (Japon), Sarajevo (Bosnie), Grozny (Tchéchénie), Alep (Syrie), Mossoul (Irak), Marioupol (Ukraine)... Facteur aggravant à Gaza : ce n'est pas seulement la population de la ville qui est ciblée, mais tous les habitants de l'enclave.

² Alain Gresh, dossier « Proche-Orient, l'abîme », *Le Monde diplomatique* n°846, septembre 2024.

Pour l'écrivain et ancien officier de l'armée française Guillaume Ancel, « *les moyens utilisés par l'armée israélienne depuis le début de la guerre contre le Hamas sont disproportionnés et inadaptés. Benjamin Netanyahu avait affiché deux objectifs : détruire militairement le Hamas et libérer les otages. Quand on utilise des bombes d'une tonne, on ne cible rien, on dévaste un environnement et pas une cible militaire. Une organisation terroriste est une armée de l'ombre, on ne la pourchasse pas avec des bombes. On ne libère pas des otages avec des bombardements massifs. Le but affiché est faux depuis le début.* »

Scolasticide (destruction du système éducatif)

Le terme fait référence à l'anéantissement systémique de l'éducation par l'arrestation, la détention ou l'assassinat d'enseignants, d'étudiants et de membres du personnel éducatif, ainsi que par la destruction des infrastructures éducatives.

Pour l'ONU, qui chiffre à plus de 80 % les établissements scolaires de Gaza endommagés ou détruits, « *il est raisonnable de se demander s'il existe un effort intentionnel visant à détruire complètement le système éducatif palestinien, une action connue sous le nom de "scolasticide"* »³. En six mois, 5 479 étudiants, 261 enseignants et 95 professeurs d'université ont été tués, et 7 819 étudiants et 756 enseignants ont été blessés, ces chiffres augmentant chaque jour. Au moins 60 % des établissements d'enseignement, dont 13 bibliothèques publiques, ont été détruits et 625 000 élèves n'ont plus accès à l'éducation. Parmi les universités en ruines, celles d'Al-Aqsa (publique) et de Gaza (privée) dans lesquelles Ziad Medoukh avait créé des départements de français.

Selon les experts des droits de l'homme indépendants nommés par l'ONU, « *Les attaques persistantes et brutales contre les infrastructures éducatives à Gaza ont un effet dévastateur à long terme sur les droits fondamentaux de la population à apprendre et à s'exprimer librement, privant encore une autre génération de Palestiniens de leur avenir* ». Israël empêche les étudiants dotés d'une bourse internationale d'aller dans une université à l'étranger. Même les écoles de l'ONU abritant des civils déplacés de force sont bombardées, y compris dans les « zones de sécurité » désignées par l'armée.

« *Ces attaques ne sont pas des incidents isolés, attestent les experts. Elles suivent un schéma systématique de violence visant à détruire les fondements mêmes de la société palestinienne.* » Ils rappellent à Israël son obligation de se conformer aux mesures provisoires ordonnées par la Cour internationale de Justice le 26 janvier 2024 – en vain jusqu'à présent. « *La communauté internationale doit envoyer un message clair pour faire comprendre à ceux qui s'en prennent aux écoles et aux universités qu'ils devront rendre des comptes. L'établissement des responsabilités face à ces violations inclut l'obligation de financer et de reconstruire le système éducatif.* » « *Lorsque les écoles sont détruites, nos espoirs et nos rêves le sont aussi* », disent les jeunes que Ziad tente de maintenir en éveil.

Les atteintes au droit à l'éducation, primordial en Palestine, mobilisent nombre d'universitaires et d'étudiants dans le monde. « *Il existe une relation intime entre le génocide et la destruction systématisée du savoir palestinien dans le contexte de la colonisation et de l'occupation de la Palestine depuis des décennies* » (Collectif des élèves de Sciences Po Paris). « *Devant l'ampleur de ces destructions systématiques des infrastructures éducatives, il n'est plus possible de croire qu'il s'agit d'un effet collatéral – regrettable – de l'action de guerre menée contre le Hamas. Il s'agit clairement d'une action ciblée et intentionnelle, visant à l'éradication de l'une des*

³ <https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2024/04/un-experts-deeply-concerned-over-scholasticide-gaza>

conditions de survie essentielles de la société gazaouie elle-même : la disponibilité d'une structure d'éducation. » (Anne-Sophie Nyssen, rectrice de l'Université de Liège).

Culturicide (destruction de la culture)

Autre fondement de la société palestinienne systématiquement sapé par les Israéliens : la vie artistique (littérature, musique, peinture, théâtre, arts vivants), très active jusqu'en 2023, notamment à Gaza – Ziad nous en a montré de multiples exemples chez les jeunes qu'il éduque. L'assassinat d'artistes à Gaza et, en Cisjordanie, les descentes meurtrières de l'armée dans les lieux de culture (comme au célèbre Théâtre de la Liberté de Jénine), témoignent de la violence de la répression contre les arts et la culture.

Quant au patrimoine historique, sa destruction systématique est déplorée par l'Unesco, l'École biblique et archéologique française de Jérusalem et les défenseurs du patrimoine dans le monde. Gaza, riche de plus de trois mille ans d'histoire, qui accueillait les religions, les artistes et les intellectuels de toute la Méditerranée, a toujours été au cœur des échanges entre l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient (« *un immense site archéologique* », selon l'archéologue René Elter, attaché à l'École biblique).

L'armée israélienne a endommagé ou anéanti 195 sites patrimoniaux, huit musées, 21 centres culturels dont l'Institut français de Gaza, 227 mosquées et trois églises. Elle a pulvérisé les archives centrales contenant 150 ans d'histoire⁴. Un raid aérien a détruit la Grande Mosquée Omari (XII^e s.), surnommée « la Belle Mosquée » par les anciens voyageurs. Bâtie sur une église byzantine, elle-même érigée sur un ancien temple philistin, elle était le symbole de la longue histoire de Gaza et abritait l'une des plus grandes bibliothèques palestiniennes de manuscrits.

Autre site important endommagé : l'église grecque orthodoxe Saint-Porphyre (V^e s.), la plus ancienne église en activité de Gaza, considérée comme l'une des plus anciennes de la chrétienté. Autre site détruit : le Qasr al-Basha ou fort Napoléon, qui servit de grand palais sous les Mamelouks et les Ottomans. Il accueillait un musée d'antiquités, notamment de la mythologie cananéenne. L'inquiétude grandit pour les superbes vestiges du monastère byzantin de Saint-Hilarion à Nusseirat (sud de Gaza), un des principaux sites chrétiens du Proche-Orient. Les étudiants en archéologie de Gaza et la population locale, qui y est très attachée (15 000 personnes dont de nombreux scolaires le visitaient chaque année), font le maximum pour le préserver. L'Unesco l'a inscrit sur la Liste internationale des biens culturels sous protection renforcée. Autre site archéologique endommagé : l'ancien port grec d'Anthédon (nord de Gaza). « *Israël détruit tout ce dans quoi il est possible de trouver une certaine consolation* », regrettent les Palestiniens. Là encore, l'occupant ne respecte pas ses engagements internationaux (Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé).

En Cisjordanie, l'annexion par Israël s'accélère. Une nouvelle loi permet à l'État de prendre le contrôle du patrimoine, de la géographie et des sites archéologiques palestiniens, dans le but de les confier aux colons pour les judaïser. Jihad Yassin, directeur général des fouilles et des musées de Palestine, souligne qu'Israël « *travaille à l'avancement de ce plan depuis plus d'un siècle, poussé par son désir de modifier les caractéristiques des sites historiques, ainsi que leurs noms, afin qu'ils correspondent à l'histoire qu'il vend au monde* ». Près de Naplouse, le site important de Sebastia – qui abriterait la sépulture de Jean le Baptiste – est pillé par des chasseurs de reliques qui, sous le regard des forces d'occupation, volent des vestiges pour les

⁴ <https://www.mediapart.fr/journal/international/300824/la-destruction-des-monuments-historiques-de-gaza-une-facette-de-l-aneantissement>

vendre à des commerçants israéliens. *« L'occupation ne se contente pas de voler la terre, dit le maire, elle veut aussi voler l'histoire, en pillant les régions touristiques et archéologiques et en les offrant sur un plateau d'or aux colons, dans une tentative désespérée de falsifier l'histoire et la géographie et de créer un récit déformé »*. Dans la stratégie israélienne de dépossession culturelle, ajoutons le « pillage » des traditions (recettes culinaires, broderies, artisanat...). *« Outil essentiel d'Israël pour démontrer son droit exclusif sur la terre, la bataille culturelle participe à la création d'un récit national, qu'importe sa véracité historique. Au-delà de la dimension territoriale, c'est pour la survie de leur identité que se battent les Palestiniens »*⁵

4) Sporticide (destruction du système sportif)

L'occupation a pratiquement anéanti les infrastructures sportives à Gaza et détruit des stades en Cisjordanie occupée. Elle n'hésite pas à tirer sur les sportifs pour les handicaper à vie et, dans une vision stratégique, les empêcher de former des équipes nationales capables de porter les couleurs de la Palestine, notamment dans les compétitions à l'étranger. La réaction des instances sportives internationales se fait attendre, contrairement à la guerre en Ukraine (toujours le deux poids-deux mesures). Pour la jeunesse palestinienne (plus de la moitié de la population), c'est un immense affront qui peut la conduire du désespoir à la violence, malgré les efforts soutenus d'hommes de bonne volonté comme Ziad Medoukh.

5) Écocide (destruction de l'environnement naturel)

Agriculture en grande partie détruite, arbres déracinés, terre contaminée au phosphore blanc, pollutions, déchets.... *« À la place des vergers, des plages de sable et des champs de fraise, qui faisaient la fierté des Gazaouis, se dresse un paysage de bases militaires, de cratères et de ruines. À Gaza, l'environnement est la victime silencieuse de la guerre »*, écrit le magazine Reporterre⁶. *« Nous vivons une catastrophe environnementale qui engendrera d'autres catastrophes à l'avenir, dit la militante écologiste gazaouie Samar Abou Saffia. Plus de 80 000 tonnes de bombes n'ont épargné ni les champs, ni les oliviers, ni les citronniers. Lorsque les chars pénètrent sur nos terres, ils en détruisent également la fertilité. »* Sur les 170 km² de terres agricoles que comptait l'enclave avant la guerre (la moitié du territoire), 40 % ont été détruites. 2 000 sites agricoles ont été bombardés, 90 % des serres ont disparu. Alors que plus de la moitié de la population est au bord de la famine, des voix s'élèvent pour critiquer la destruction de l'environnement et de la production alimentaire, et demander des poursuites pénales contre Israël.

Selon Lucia Rebolino, du collectif Forensic Architecture qui travaille sur des données satellites, ces destructions font partie intégrante d'une stratégie israélienne affirmée depuis une dizaine d'années. *« Nous avons régulièrement observé des avions israéliens larguer des herbicides sur des zones agricoles frontalières au début et à la fin des saisons de récolte, profitant de vents favorables pour toucher le maximum de surface »*, détruisant les moyens de subsistance de nombreux agriculteurs. Plus au sud, le Wadi Gaza, rivière nettoyée à grands frais par des ONG internationales peu avant la guerre, *« était redevenue une région pleine de vie et d'agriculture, dotée de bonnes infrastructures. »* C'est aujourd'hui un no man's land dangereux traversé par une route militaire qui coupe la bande de Gaza en deux.

Outre les objectifs militaires, la guerre génère une pollution importante. Les émissions de gaz à effet de serre sont énormes. L'ONU estime que les bombardements ont produit un montant

⁵ *Le Monde diplomatique*, octobre 2024.

⁶ <https://reporterre.net/Guerre-a-Gaza-l-environnement-une-victime-silencieuse> (29 avril 2024).

de débris supérieur à celui de toute l'Ukraine en deux ans. De multiples dangers menacent la santé des habitants : contamination à l'amiante et aux métaux lourds, poussières et particules fines, déchets toxiques des hôpitaux et industries, corps en décomposition propageant des maladies, etc., alors qu'il n'existe plus d'infrastructure de tri des déchets. À cela s'ajoutent les fumées toxiques qui polluent l'air et les eaux usées qui empoisonnent la Méditerranée.

Si le droit international ne définit pas clairement l'écocide, les juristes discutent de sa proportionnalité. Même si l'armée israélienne se justifie par la présence de gens du Hamas cachés dans les champs, le principe d'humanité entraîne l'obligation de « *ne pas causer de souffrances inhumaines et évitables* » aux civils et à l'environnement. Signe de la gravité de la situation, l'ONU a ouvert une enquête sur la destruction de l'environnement, qui pourrait conduire Israël devant les tribunaux.

En Cisjordanie, l'occupation contribue au bouleversement du paysage palestinien : arrachage de milliers d'oliviers, enfouissement de déchets toxiques sur les terres occupées, sans parler de la laideur des colonies qui porte atteinte à la beauté naturelle des paysages.

*

Dans ce chaos total, il faut saluer le courage de la poignée de pacifistes israéliens qui persistent à dénoncer la politique de leur gouvernement, à aider les Palestiniens et à militer pour une paix juste, bien qu'ils soient inaudibles dans une société qui se donne des dirigeants de plus en plus extrémistes et ne supporte pas la fin de son rêve de toute puissance. Il faut soutenir les journalistes palestiniens, cibles à abattre pour l'armée d'occupation, qui s'efforcent de faire leur métier alors qu'Israël interdit l'accès de Gaza à la presse, ainsi que les volontaires internationaux et les personnels de l'ONU qui risquent leur vie à tout instant. Enfin entendre ces Juifs de plus en plus nombreux dans le monde (UJFP, Tsédek, Jewish Voice for Peace...) qui refusent la confusion entre le judaïsme authentique, humaniste et ouvert à l'autre, et le sionisme politique, nationaliste et suprémaciste, qui professe le déni de l'autre. Ces lanceurs d'alerte font émerger des notions fortes telles que le *sionihilisme* et le *jihadisme juif*, dont il faudra parler.

Laurent Baudoin

baudoin-laurent@wanadoo.fr